

Nous exhortons les dirigeants mondiaux à mettre en œuvre des politiques de redistribution mondiale !

Nous exhortons les dirigeants mondiaux à mettre en œuvre des politiques visant à mettre fin à la pauvreté, à stopper le réchauffement climatique et à réduire les inégalités.

Pour atteindre le premier objectif de développement durable et mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030, des transferts internationaux sont nécessaires¹. Pour réussir la décarbonation dans les pays à bas revenus, des transferts internationaux sont nécessaires². Pour permettre à tous les humains de mener une vie décente, des transferts internationaux sont nécessaires.

L'écart est sidérant entre les niveaux de vie des pays à hauts revenus, où vivent 1,2 milliard de personnes, et ceux des pays à bas revenus, où vivent 700 millions de personnes. Le PIB par habitant est 62 fois plus élevé dans les pays à hauts revenus que dans les pays à bas revenus³. En d'autres termes, un transfert de seulement 1% du PIB des pays à hauts revenus vers les pays à bas revenus doublerait mécaniquement le revenu national de ces derniers. Un transfert de cette ampleur peut être financé par un impôt sur la fortune modéré, de 2% sur le patrimoine au-delà de 5 millions de dollars, ce qui laisserait 99,9% de la population non affectée⁴.

Dans le monde entier, des majorités écrasantes soutiennent les mesures de redistribution mondiale⁵. Les pays du Sud défendent un ensemble de revendications et de propositions de redistribution mondiale⁶. Il est temps d'agir. Les solutions sont connues :

Premièrement, il faut un système fiscal viable. Pour lutter contre l'évasion fiscale, les autorités fiscales doivent intensifier leur coopération grâce à l'échange automatique d'informations et à la création d'un registre mondial des actifs, facilitant l'identification de leurs bénéficiaires ultimes⁷. Pour contrecarrer le dumping fiscal, des taux d'imposition minimaux doivent être établis, en particulier sur les bénéfices des entreprises. L'impôt sur les sociétés doit préserver l'intérêt des pays à bas revenus ; en particulier, l'apportionnement des bénéfices d'une société multinationale doit tenir compte de la localisation de ses employés au moins autant que de celle de ses ventes⁸.

Deuxièmement, il faut un système financier inclusif. L'accès au financement reste un formidable défi pour les pays à bas revenus, accablés par des taux d'intérêt prohibitifs. L'initiative Bridgetown 2.0, proposée par le secrétaire général des Nations unies et la première ministre de la Barbade, offre une série de solutions⁹. Pour « dé-risquer » les projets de développement soutenable, il faut des garanties publiques sur le crédit et le

¹ World Bank (2022), [World Bank Group President David Malpass: Foreword to the Poverty and Shared Prosperity Report](#)

² IEA (2023), [Net Zero Roadmap](#)

³ En nominal. World Bank, [Indicator NY.GDP.PCAP.CD](#)

⁴ Chancel et al. (2022), [World Wealth Tax Simulator](#)

⁵ Fabre et al. (2023), [International Attitudes Toward Global Policies](#)

⁶ E.g. Union africaine (2023), [Nairobi declaration](#)

⁷ ICRICT (2020), [A Roadmap for a Global Asset Registry](#)

⁸ ICRICT (2019), [International Corporate Tax Reform](#)

⁹ Secrétariat général des Nations unies (2023), [Bridgetown Initiative 2.0](#)

marché des changes¹⁰. Pour amplifier le financement du développement, les banques multilatérales de développement doivent être recapitalisées et recevoir des Droits de Tirage Spéciaux; la dette publique des pays à faible revenu doit être restructurée; et les prêts publics doivent être augmentés pour atteindre 500 milliards de dollars par an (c'est le stimulus tant attendu pour les objectifs de développement durable).

Troisièmement, il faut un système fiscal international. Pour atteindre l'objectif climatique universellement adopté dans l'Accord de Paris, nous devrions créer un régime mondial de taxation du carbone, comme le demande l'Union africaine¹¹. À terme, ce régime pourrait prendre la forme d'un système mondial d'échange de quotas d'émissions, dont les recettes financeraient un revenu de base mondial¹². Dans un premier temps, nous devrions introduire des taxes carbone sur le transport maritime et aérien¹³. Il faut également instaurer une taxe sur les transactions financières afin de générer des revenus rapidement, et des impôts sur la fortune pour lutter contre les inégalités¹⁴. Au moins un tiers des recettes de ces nouvelles taxes devrait être alloué aux pays à bas revenus selon le principe que plus le pays est pauvre, plus il recevrait d'argent¹⁵.

Quatrièmement, il faut une gouvernance mondiale démocratique. La redistribution mondiale s'applique également à la prise de décision. Pour les décisions qui doivent se prendre à l'échelle mondiale, nous devrions avancer vers une Assemblée parlementaire des Nations unies élue au suffrage direct et dotée d'un pouvoir décisionnaire¹⁶. À court terme, nous pourrions expérimenter le fédéralisme mondial à travers des assemblées mondiales limitées à un rôle consultatif, qui procéderaient soit d'une élection¹⁷, soit d'un tirage au sort¹⁸. Dans tous les cas, les citoyens du monde doivent bénéficier d'une représentation proportionnelle.

Nous appelons les dirigeants mondiaux à examiner des mesures de redistribution mondiale telles que celles décrites ci-dessus lors des réunions de l'ONU, du G20 et des COP. Nous exhortons les décideurs à mettre en œuvre des politiques mondiales redistribuant au moins 1 000 milliards de dollars par an (c'est-à-dire 1 % du revenu mondial) des pays à hauts revenus vers les pays à bas revenus. Ce ne serait qu'un premier pas vers un monde moins inégalitaire.

Nous sommes un groupe divers d'organisations de la société civile, d'universitaires, de responsables politiques, de syndicats, de groupes religieux, de célébrités et de citoyens du monde. Chacun et chacune est invitée à rejoindre notre mouvement en signant cette lettre ouverte¹⁹, en diffusant son message, en faisant campagne pour la redistribution mondiale ou en faisant un don à la cause. Nous manifesterons notre force et notre détermination dans un an, le jeudi 17 octobre 2024, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Inscrivez cette date sur vos calendriers, car elle constituera un moment décisif dans la quête mondiale pour la justice et l'équité.

¹⁰ Green Climate Fund (2021), [Scaling Climate Finance](#)

¹¹ Union africaine (2023), [Nairobi declaration](#)

¹² Global Redistribution Advocates (2023), [A Global Climate Plan](#)

¹³ Chancel et al. (2023), [World Inequality Report](#)

¹⁴ Oxfam (2023), [Survival of the richest](#)

¹⁵ Global Redistribution Advocates (2023), [A Global Wealth Tax](#)

¹⁶ unpacampaign.org

¹⁷ Global Redistribution Advocates (2023), [A Global Climate Assembly](#)

¹⁸ globalassembly.org

¹⁹ global-redistribution-advocates.org/fr/signer-les-petitions/